Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1301

Artikel: Moderniser n'est pas privatiser
Autor: Kaufmann, Lyonel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015122

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Moderniser n'est pas privatiser

Un lecteur réagit à l'éditorial paru dans *DP* 1299, «Le socialisme au défi de la modernité», qui tirait enseignement de la victoire de Tony Blair.

Il est toujours étonnant de trouver associé le terme de modernité à une entreprise qui consiste à coller au plus près à un auteur de la fin du XVIIIe siècle, Adam Smith, et qui rêve de retrouver un âge d'or forcément mythique: la société d'avant la crise des années 1870 où l'État aurait été limité à sa portion congrue de la police et des douanes. À cette aune-là, la modernité est plus le fait de néo-marxistes que de néolibéraux sans parler du fait que les keynésiens sont alors post-modernes. Cependant, il ne suffit pas d'accoler l'adjectif «new» pour faire moderne ou novateur et l'abréviation NPM est bien plutôt synonyme de «No Public management» que de «New Public Management».

Populisme facile

Par contre, il est attristant qu'une revue de gauche non seulement perde tout sens critique [...], mais, en entonnant de concert les trompettes du NPM, en vienne à tenir des propos voisins de ceux des hérauts les plus zélés du libéralisme. À tel point que les défenseurs d'un service public digne de ce nom versent désormais, pour votre revue, dans un populisme facile et dans la défense des réflexes corporatistes. Pour couronner le tout, avec des propos à la de Pury ou à la Lambelet, il faut, selon *DP*, s'adapter ou mourir, traduction à peine voilée de votre «arrêter de camper sur des positions d'ores et déjà perdues».

Vous suivre dans ce raisonnement revient à cautionner la politique d'une entreprise publique comme la Poste qui sous-traite une partie de ses activités à des entreprises qu'elle a elle-même créées et qui ne respectent aucune convention collective, tout en payant à l'heure leurs ouvriers au tarif «royal» de 14 francs. Sûr que la nouvelle loi sur la Poste et la privatisation partielle des Télécoms rencontrent votre large adhésion au nom de cette glorieuse modernité avant de faire le malheur des petits et moyens utilisateurs ainsi que des régions périphériques. Certain que votre discours d'adhésion se mâtinera d'une nécessaire adaptation européenne, tellement up-to-date en Suisse romande, ainsi qu'au contexte mondial.

Pourtant une lecture un peu attentive des effets – tant sur l'emploi que sur la qualité des services – de la privatisation ou de l'adoption de normes directement inspirées (ou inspiratrices) du NPM en Grande-Bretagne devrait être en mesure de nous ouvrir les yeux sur les impacts réels de telles politiques; diminution du nombre d'infirmières, augmentation des administratifs et médecine à deux, voire trois vitesses, dans le domaine de la santé devant mener à terme, en raison de sa dégradation planifiée, à sa privatisation; augmentation des dividendes pour les actionnaires et des tarifs à la suite de la privatisation du système de la distribution des eaux accompagnée d'une dégradation du réseau et de pénurie d'eau pour la première fois de leur histoire lors de l'été 1995. En outre, de telles entreprises mènent à la constitution d'oligopoles nationaux, puis mondiaux qui n'ont rien d'entreprises philanthropiques [...] ainsi que l'a amplement démontré la constitution, l'année dernière, de Novartis. Sans oublier le développement d'une corruption systématique comme dans le cas de la Générale des Eaux ou de la Lyonnaise des Eaux.

Dès lors qui trahit, pour reprendre le schéma manichéen proposé par *DP*? Celui qui pousse à la roue en accélérant le démantèlement – patiemment programmé par les libéraux – du service public au nom d'une soi-disant modernité ou celui qui cherche à reconstituer un rapport de force, capable de faire pièce aux valets du néo-libéralisme, destructeur du lien social et du respect des minorités, tout en démocratisant l'accès aux services publics et leur gestion?

Lyonel Kaufmann, Corseaux

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)
Rédaction:
Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)
Ont collaboré à ce numéro:
Gérard Escher (*ge*)
André Gavillet (*ag*)
Pierre Imhof (*pi*)
Yvette Jaggi (*yj*)
Charles-F. Pochon (*cfp*)
Composition et maquette:
Françoise Gavillet, Claude Pahud, Géraldine Savary
Secrétariat: Murielle Gay-Crosier
Administrateur délégué: Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel: 85 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9